

Intervention Jean-Paul LECOQ  
Débat Démocratie et citoyenneté  
03/04/2019

Chers collègues,

Depuis 20 semaines, les nombreuses mobilisations sociales et citoyennes qui se succèdent, comme celles qui les ont précédées, sont les expressions d'un peuple, certes pluriel, mais qui se retrouve pour converger vers l'essentiel.

Le besoin de justice sociale, fiscale et territoriale.

Et, c'est mon propos, la volonté de prendre sa destinée en main, refusant de se laisser dicter plus longtemps les choses par ceux qui leur disent : « votez pour nous et on fera le reste ».

Ce mouvement populaire, malgré la répression qu'il subit, vient nous répondre que le pouvoir en démocratie doit être partagé.

Et, incontestablement, il est né et a grandi à partir des lois dogmatiques menées avec mépris, par les adeptes du néolibéralisme pour qui les chiffres sont la religion, et les citoyens de simples ratios.

- En éloignant les centres de décision des citoyens,
- En limitant la démocratie aux élections,
- En appliquant des logiques de rentabilité aux services publics,
- En réduisant l'influence des corps intermédiaires,
- En imposant des concentrations, des fusions, des regroupements notamment aux collectivités locales,
- Et en misant sur la générosité des plus fortunés couverts de cadeaux pour qu'ils partagent leur richesse,

Ils ont, en à peine 15 ans, affaibli la démocratie et renforcé les extrêmes.

En jetant le discrédit sur tout le personnel politique à l'exception notoire du maire et des élus locaux.

Et ce n'est pas un hasard.

Parce que les communes, surtout les plus petites, demeurent accessibles et disponibles, malgré un affaiblissement de leurs ressources et de leur capacité à agir.

Elles savent, pour beaucoup, inventer des solutions, créer des boucliers, faire jouer les solidarités.

Et leurs élus sont confrontés chaque jour aux réalités.

Quand ils s'en éloignent, de toute façon ils sont vite rattrapés par leur proximité avec les habitants.

Cette défiance populaire qu'il nous faut affronter, et dont les maires sont épargnés, s'exprime notamment à travers l'exigence du référendum d'initiative citoyenne, qui aurait pour objectif de reprendre la main sur un nombre de grandes décisions captées par une élite politique et économique.

Cette notion de démocratie directe et sans filtre n'est peut-être pas la solution, mais il faudra élargir les possibilités de voie référendaire, c'est devenu incontestable.

Comme le sont d'ailleurs la reconnaissance du vote blanc ou les possibilités de révocation d'élus.

Une nouvelle République à mettre en pratique en somme, comme Marie-George Buffet vient de nous l'expliquer, qui permettra enfin d'en finir avec la confiscation de la politique par l'exécutif au profit des plus aisés, des plus influents, des plus arrogants.

Mais les enjeux et les attentes sont encore plus grands.

Redonner la parole aux citoyens ne sera pas suffisant, c'est la co-construction des politiques publiques qu'ils attendent.

C'est respecter et encourager les corps intermédiaires, les élus locaux, les syndicats, les associations, les collectifs, leur donner des moyens.

C'est respecter les gens, chacun étant porteur d'expérience, d'intelligence et de vécu.

Cette expertise d'usage, c'est une richesse qui ne demande qu'à être utilisée, et elle n'est en rien liée au niveau social ou au niveau d'étude.

Cela passe par l'invention de gouvernances partagées, à tous les étages comme cela se pratique déjà dans certaines communes, pour associer les citoyens aux décisions. Pour partager le pouvoir avec eux.

Cela passe par des instances à créer, au plus près des territoires de vie.

Par des consultations, par des dispositifs d'élaborations collectives.

Il suffit de voir comment, localement, de nombreuses municipalités travaillent pour s'en inspirer.

Je n'ai pas ici le temps de développer, les exemples sont nombreux.

C'est une question de philosophie. Or :

- Qui est prêt ici à partager le pouvoir ?
- Qui se sent réellement le représentant du peuple dans toute sa diversité ?
- Qui n'a d'autres intérêts à défendre que ceux de la Nation ?
- Qui considère l'économie et la finance comme un simple outil de répartition équitable des richesses ?

Nombreux sont celles et ceux ici à avoir été élus sur l'aspiration au démagisme, avant de subir à leur tour cette injonction en un temps record.

Et nombreux sont celles et ceux ici à considérer que la crise de la démocratie pourrait être soldée par une réduction du nombre d'élus.

Nous vous opposons pour notre part que c'est en renforçant les élus, qu'ils soient issus des mondes politiques, associatifs ou syndicaux, que nous obtiendrons une démocratie ressourcée et régénérée par le partage du pouvoir.

Alors, vous verrez, le plus naturellement du monde, les citoyens se rapprocheront de leurs élus et des politiques publiques qu'ils mènent et cesserons de nous poser la question de notre utilité, qui à elle seule, illustre bien l'échec de ceux qui, depuis le sommet de l'État, président à leurs destinées...